

Réaction au budget du Québec 2023-2024

Un nouveau soutien au transport collectif qui met la table pour convenir de solutions structurelles

Québec, le 22 mars 2023 - L'Alliance TRANSIT se dit soulagée de l'aide de 400 M\$ annoncée hier dans le budget du Québec pour éviter des baisses de service importantes dans les réseaux de transport collectif. Des solutions structurelles aux enjeux de financement de la mobilité devront toutefois être identifiées et le rattrapage des investissements entre le réseau routier et le transport collectif se fait toujours attendre.

Vers une plus grande prévisibilité pour les transports collectifs

L'Alliance TRANSIT est en effet soulagée par les 400M\$ prévus au budget pour maintenir les services de transport collectif pour 2023-2024. L'annonce de ce nouveau soutien, bien qu'insuffisant pour couvrir l'ensemble du déficit projeté pour la prochaine année, atténue la pression à très court terme et met la table afin de convenir avec la ministres des Transports et de la Mobilité durable d'une entente sur cinq ans au cours des prochaines mois. TRANSIT appuie d'ailleurs le gouvernement du Québec qui réclame à nouveau la contribution du gouvernement fédéral pour assurer le maintien des services.

Les négociations à venir seront cruciales afin d'offrir une plus grande prévisibilité aux sociétés de transport et de maintenir le cap sur les objectifs de la Politique de mobilité durable - 2030 (PMD), dont le nouveau plan d'action est en cours d'élaboration, et du Plan pour une économie verte. L'Alliance TRANSIT compte d'ailleurs participer aux consultations de la ministre Guibault, et publiera ses recommandations au cours des prochaines semaines.

Urgence de bonifier les sources de financement des réseaux de transport

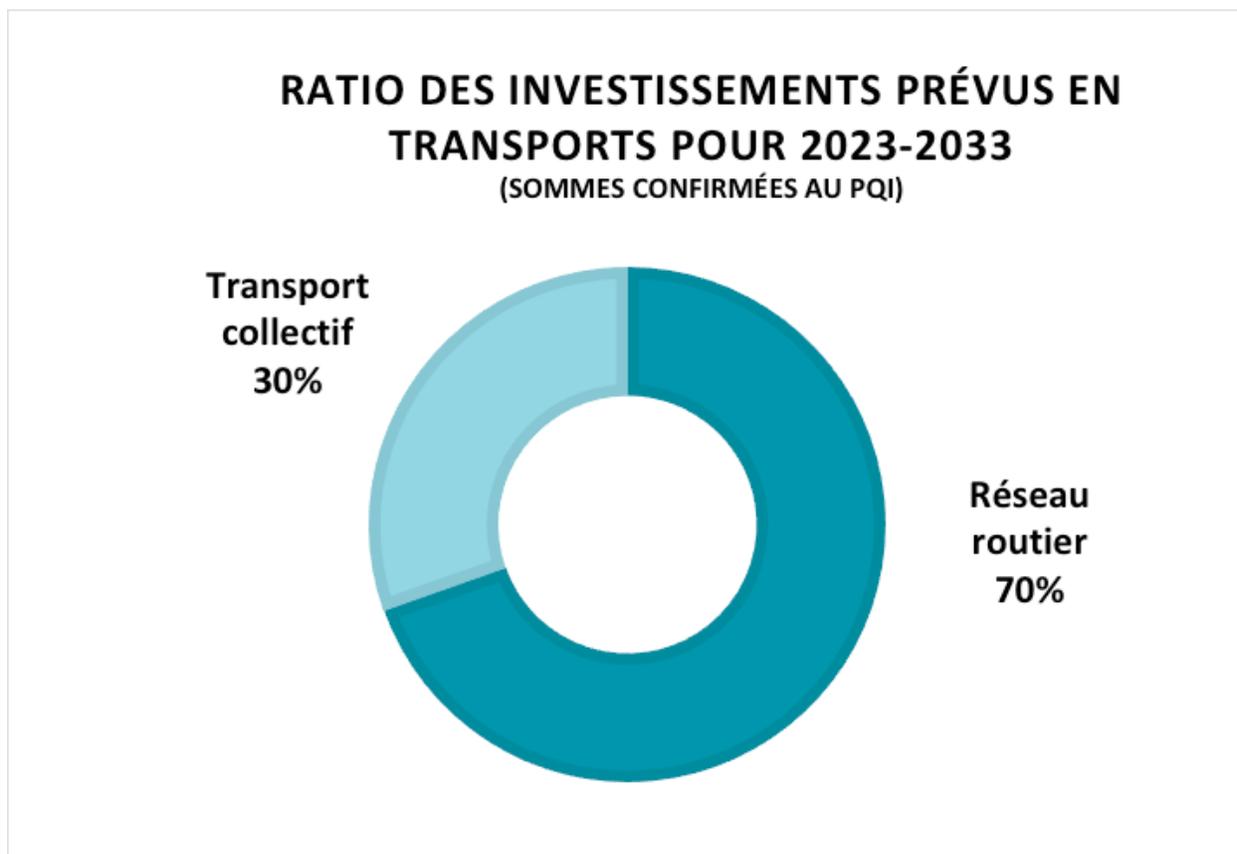
Le Plan budgétaire explique clairement qu'en raison d'une croissance des investissements et de l'érosion prévue des revenus de la taxe sur les carburants dû à l'électrification des transports, « il en découle une situation où les dépenses assumées par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) croissent plus rapidement que les revenus qui y sont consacrés. Ainsi, il est prévu que le FORT se retrouve en situation de déficit cumulé à partir de 2026-2027. Des solutions à cet égard devront être identifiées, et ce, avec l'ensemble des parties prenantes. » (Plan budgétaire 2023-24, p.E.38)

Pour l'Alliance TRANSIT, le Plan budgétaire confirme donc le besoin d'implanter de nouvelles sources de financement, notamment en matière d'écofiscalité.

« L'actuel budget est limpide : le Fonds qui finance à la fois le réseau routier et le transport collectif, et qui doit « s'autofinancer », cumulera un déficit de 970 millions \$ dès 2026-2027. Le statu quo n'est plus tenable! », constate **Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT**. « Il sera donc essentiel de bonifier les sources de financement pour la mobilité à très court terme, en plus de l'entente sur cinq ans. Forcément, le gouvernement doit se tourner vers l'écofiscalité!»

Encore loin de l'objectif des rééquilibrer les investissements en transport

Malgré l'engagement du gouvernement, inscrit en toutes lettres dans le Plan pour une économie verte (PEV), de rééquilibrer les investissements entre le réseau routier et le réseau de transport collectif, on constate que le réseau routier obtient encore 70% des investissements planifiés pour la prochaine décennie, contre 30% pour le transport collectif. En effet, le Plan québécois des infrastructures 2023-2033 prévoit des investissements en transport collectif à hauteur de 13,8G\$ alors que les investissements dans le réseau routier atteindront 31,5G\$ (PQI, p.A.29).



D'ailleurs, 23% des sommes prévues pour le réseau routier se destinent à la bonification de la capacité routière. Alors que de nombreux acteurs appellent à un moratoire sur l'augmentation de la capacité routière, afin de prioriser les investissements dans le maintien des actifs et le virage vers la mobilité durable, la part des investissements dans le réseau routier devrait se rapprocher de 95% à 100% pour le maintien d'actif. En ce sens, l'Alliance TRANSIT s'inquiète qu'une part importante des 6,9 G\$ (PQI, p. A.10) réservée au réseau routier dans l'enveloppe centrale soit affectée à des projets d'augmentation de la capacité routière.

Transport interurbain par autobus

Alors que les services de transport interurbains par autobus déclinent rapidement et qu'on voit plusieurs liaisons être abandonnées par les transporteurs, il est décevant de constater qu'aucune mesure d'aide financière n'est prévue au budget pour soutenir ce secteur.

L'Alliance TRANSIT poursuivra l'analyse du budget au cours des prochains jours.

-30-

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens et de citoyennes d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2030.

L'Alliance TRANSIT regroupe une [soixantaine d'organisations](#) de divers domaines. Accès transports viables, le Conseil régional de l'environnement de Montréal, Équiterre, la Fondation David Suzuki, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, Trajectoire Québec, Vivre en Ville et l'experte en transports Florence Junca Adenot forment le comité directeur.

Source

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

info@transitquebec.org